



Apprendre à oser®

Observatoire du Management Alternatif
Alternative Management Observatory

Cahier de recherche

**Parcours de vie des jeunes entrepreneurs du
commerce équitable en France**

Audrey AZILAZIAN
Eve CHIAPELLO (HEC Paris)

Octobre 2007



Genèse du présent document

Ce cahier de recherche a été rédigé comme une communication à la XIIIème journée d'étude du GDR Cadres « Cadres et dirigeants salariés du secteur de l'économie sociale et solidaire : identité, pratiques, parcours » vendredi 19 octobre 2007 organisé à Nantes.

Il est tiré du travail de recherche de fin d'étude d'Audrey Azilazian La sociologie des milieux du commerce équitable, Parcours de vie et trajectoires typiques de ses entrepreneurs, soutenu en juin 2007 et réalisé dans le cadre de la Majeure IFAC, spécialité de troisième année du Programme Grande Ecole du Groupe HEC Paris. Ce travail de recherche a été dirigé par Eve Chiapello.

Audrey Azilazian, diplômée de l'école HEC Paris en 2007, a rejoint le Crédit Coopératif. audrey.azilazian@gmail.com, 06 20 53 25 91

Eve Chiapello est Professeur au Groupe HEC, chiapello@hec.fr, 01 39 67 94 41, et responsable de la nouvelle spécialisation de fin d'études « Alternative Management » (<http://alternative.hec.fr> - <http://www.hec.fr/amo>)

Origins of this research

This research paper is a communication for the 13th day of study of GDR Cadres which dealt with the following topic, “Executives and company managers working in the social and solidarity economy: identity, practices and career”, on Friday October 19, 2007 in Nantes.

The review was adapted from Audrey Azilazian's research work entitled “Sociology of the fair trade environment, members' lifestyles and typical career paths”. Audrey Azilazian defended her work in June 2007, within the IFAC major, a specialization of the third-year HEC Paris business school program. Her work was supervised by Eve Chiapello.

Audrey Azilazian graduated from HEC Paris business school in 2007 and now works for the “Crédit coopératif”. (audrey.azilazian@gmail.com, 06 20 53 25 91)

Eve Chiapello is a lecturer at HEC Paris business school. (chiapello@hec.fr, 01 39 67 94 41), and is in charge of the new third-year specialization « Alternative management » (<http://alternative.hec.fr> - <http://www.hec.fr/amo>).

Charte Ethique de l'Observatoire du Management Alternatif

Les documents de l'Observatoire du Management Alternatif sont publiés sous licence Creative Commons <http://creativecommons.org/licenses/by/2.0/fr/> pour promouvoir l'égalité de partage des ressources intellectuelles et le libre accès aux connaissances.

L'exactitude, la fiabilité et la validité des renseignements ou opinions diffusés par l'Observatoire du Management Alternatif relèvent de la responsabilité exclusive de leurs auteurs.



Parcours de vie des jeunes entrepreneurs du commerce équitable en France

Résumé : Née de l'initiative d'associations protestantes qui cherchaient à développer des formes d'échange plus justes entre le Nord et le Sud dans les années 1950, la démarche du commerce équitable est reprise par les mouvements tiers-mondistes marxistes des années 1970 qui l'appliquent alors volontairement à des régions marginalisées par le commerce international. A côté de cette logique que l'on pourrait qualifier de « révolutionnaire » se développe par la suite un courant plus « réformiste » visant à transformer l'économie capitaliste de l'intérieur en lui insufflant des pratiques faites d'équité et d'humanisme. Ces deux sphères présentent des caractéristiques bien particulières qui seront rappelées ici. Cette recherche a pour objet la dernière vague du commerce équitable : les créateurs apparus dans les années 2000 en France. Nous chercherons alors à comprendre, en reconstituant leurs parcours de vie, les raisons et les moments de basculement qui les ont amenés à s'engager professionnellement dans cette voie alternative.

Mots-clefs : récits de vie, cadres et dirigeants, entrepreneurs, commerce équitable

Career paths of French entrepreneurs working in fair trade

Abstract: The concept of fair trade was born from the action of Protestant associations promoting equitable exchanges between industrialized nations and developing countries in the fifties. Later on in the seventies, pro third-world and marxist movements implemented fair trade into regions left aside globalization. Beside this somewhat revolutionary initiative, a more reformist movement came into being. It aimed at transforming the capitalistic economy from the inside by developing fairer and more humanist values in exchanges. Those two movements have very specific characteristics that will be mentioned further down. This research deals with the last wave of fair trade entrepreneurs, who appeared in 2000 in France. Based on their career paths, we will wonder why and when they decided to commit themselves to working in fair trade.

Key words: testimonies, executives and company directors, fair trade

Introduction

Le commerce équitable est apparu dans l'après Seconde Guerre Mondiale aux Etats-Unis comme une nouvelle forme d'aide au développement à destination des pays « sous-développés ». Ces initiatives qui se concevaient plutôt comme « commerce solidaire » étaient portées par des associations protestantes. Selon ces pratiques, l'acte d'achat permet de transférer des fonds directement au producteur (ce qui suppose l'élimination de plus grand nombre d'intermédiaires possible) et de générer de l'emploi et des revenus dans les régions ciblées.

Ce courant, tout en gardant des racines chrétiennes, prend une coloration plus politique à partir des années 1960-70, est influencé par le marxisme et porté par les idées tiers-mondistes. Il est à la recherche d'un « commerce alternatif ». Reposant sur les mêmes principes organisationnels de suppression des intermédiaires ; les régions et producteurs sont choisis également selon des critères politiques afin d'aider des mouvements de libération nationale ou pour soutenir des régimes particuliers, comme on trouve aujourd'hui à acheter du café zapatiste (Lemay, 2007).

Enfin le « commerce équitable », qui prend enfin cette appellation, s'inscrit dans le courant du développement durable et se vulgarise dans les années 1990. La notoriété et les volumes de vente ne cessent d'augmenter. Il s'agit alors de concilier « *efficacité économique, équité sociale et soutenabilité écologique* » (Diaz Pedregal, 2007, p.113). Mais l'apport déterminant de ce troisième moment du commerce équitable est son caractère réformateur : il ne s'agit pas de proposer une alternative, un changement radical, un discours virulent mais de bonifier le système de l'intérieur. « *L'heure n'est plus à la révolution, mais à la réforme* » (Diaz Pedregal, 2007, p.114). Et cela plaît. Cet essor est associé à l'invention de la labellisation¹ par l'organisation hollandaise Max Havelaar (créée en 1988). L'organisme garantit le caractère « équitable » de produits en provenance d'un grand nombre de pays et de producteurs et facilite de ce fait leur intégration dans les circuits de distribution classiques. En effet, seul le

¹ L'utilisation du terme « label » pour désigner la certification Max Havelaar est contestée par une partie des acteurs du commerce équitable (Jacquiau, 2007). Le label devrait être une marque délivrée par un syndicat professionnel ou un organisme officiel, ce qui n'est pas le cas de Max Havelaar qui est une organisation privée auto-instituée. Max Havelaar revendique en revanche cette utilisation, en faisant référence à deux décisions judiciaires. Pour plus de détails, voir notes de bas de page 111 de Diaz Pedregal (2007).

produit est certifié, peu importe les règles de conduite suivies dans d'autres domaines par les intervenants de la chaîne et surtout les distributeurs en contact avec le client final.

En France, le commerce équitable fait son apparition en France lors de la deuxième phase, la plus critique du système économique mondial et la plus politisée, avec l'initiative associative fonctionnant sur le bénévolat d'Artisans du monde qui ouvre son premier magasin à Paris en 1974. Cette tendance est aujourd'hui représentée par la Fédération Artisans du monde et les membres de Minga. La fin des années 1990 et les années 2000 ont vu une prolifération d'initiatives, certaines s'inscrivant dans cette ancienne mouvance et d'autres adoptant la nouvelle forme plus facile à intégrer dans les circuits économiques classiques liée à la labellisation. Les jeunes diplômés d'écoles de commerce comme les grands groupes industriels orientés vers les produits de grande consommation s'y intéressent de plus en plus. Les nouvelles créations adoptent plus volontiers la forme de sociétés de capitaux à but lucratif, leurs créateurs essayant de concilier dans leur modèle économique, un fonctionnement capitaliste classique avec des pratiques néanmoins amendées sur un certain nombre de dimensions. En termes de notoriété, le commerce équitable a également percé dans les mentalités même s'il constitue moins de 1% de la consommation courante des ménages.

Cette évolution du paysage du commerce équitable ne va pas sans produire de fortes tensions au sein du milieu français, car les nouveaux arrivants ne semblent pas être porteurs du projet de transformation de la société et des rapports économiques des précurseurs des années 1970 et paraissent *a contrario* s'accommoder trop bien d'une collaboration avec les institutions du capitalisme (Jacquiau, 2007). Le processus de professionnalisation et de sécularisation qui touche le commerce équitable n'est pas sans rappeler les transformations que connaît le secteur de l'insertion par l'activité économique (Lazuech, 2006). Mais le milieu du commerce équitable semble marqué par des tensions bien plus vives qui divisent ses acteurs et empêchent la construction d'une identité commune.

Notre enquête est centrée sur la nouvelle génération des entrepreneurs du commerce équitable. Tous ont en effet créé leur structure dans les années 2000 (sauf 1 qui a monté sa structure en 1998). Nous avons voulu savoir comment ces nouveaux entrepreneurs concevaient leur pratique et aussi comprendre ce qui dans leurs profils et leurs parcours les a amenés à cette volonté d'entreprendre autrement.

La première partie de cet article tente de resituer le commerce équitable dans son contexte à la fois idéologique, historique et social pour faciliter la compréhension de la forme actuelle de ce phénomène et pour situer plus facilement dans cet espace les organisations de commerce équitable qui ont servi à l'enquête terrain. Nous présentons ensuite notre méthodologie et notre échantillon d'entrepreneurs. La dernière partie est consacrée aux résultats de l'analyse des parcours biographiques des entrepreneurs étudiés.

1. Les mondes du commerce équitable

L'expression « commerce équitable » renvoie à une forme de mouvement social daté historiquement et situé géographiquement et non à la préoccupation générale d'équité dans les échanges qui traverse toute l'histoire des sociétés (L'Ethique à Nicomaque d'Aristote, la Kula des Iles Trobriands par Malinowski ou Mauss, et même les modèles de sociétés primitives décrits par Marshall Sahlins). L'équité des échanges semble avoir été établie et garantie dans la plupart des systèmes sociaux si bien que la nécessité récente ressentie par certains d'identifier un « commerce équitable » militant au côté d'un « commerce » non qualifié qui le serait donc moins est bien une production de notre modernité occidentale capitaliste

1.1 Le commerce équitable comme phénomène occidental social spécifique

Par-delà toutes les expressions qui se sont succédées au cours de cette quarantaine d'années, le mot « commerce » est demeuré. Le commerce équitable est donc avant tout du commerce. Et ce trait principal peut être relié au fait qu'il est né, s'est développé et s'est institutionnalisé dans les économies de marché du Nord. En s'appuyant sur la consommation comme acte politique, le commerce équitable prend appui sur une spécificité de ces économies, où la consommation est suffisamment généralisée et massive pour pouvoir se penser comme une forme de vote, un lieu d'expression d'opinions « politiques ».

Le succès relatif du « commerce équitable » aujourd'hui apparaît comme une pratique réconciliant deux tendances parallèles de nos sociétés modernes :

- d'une part l'adoption croissante par les individus de valeurs « post-matérialistes » telles que la rationalité, la tolérance, la confiance dans les autres ou la participation politique - ces valeurs étant associées à des besoins apparaissant en même temps que la richesse augmente :

volonté d'épanouissement personnel, qualité de vie supérieure, protection de l'environnement, etc. (Trémoulinas, 2006, p. 53).

- d'autre part le constat de l'avènement d'une société de consommation qui met au contraire au centre de ses valeurs, la consommation de biens matériels et qui semble bien contredire la première tendance et la thèse associée selon laquelle l'enrichissement matériel (le développement économique) conduirait à l'apparition de valeurs post-matérialistes .

Le « commerce équitable » offre la possibilité de mettre en pratique des valeurs « post-matérialistes » que les consommateurs, pris dans l'engrenage capitaliste dont ils ne savent se défaire, revendiquent et voudraient concrétiser. L'acte de consommation devient acte politique, et cette tendance est indissociable de la forme de nos économies. Micheletti² parle de politisation du marché, un marché de plus en plus perçu comme un lieu où l'on peut s'exprimer et agir politiquement. C'est un compromis entre la morale et la consommation que celui que l'on appelle le consomm'acteur serait près à faire.

Il est dès lors difficile de ne pas voir dans l'engouement récent pour « commerce équitable » et son succès grand public une transformation nouvelle de l'esprit du capitalisme (Boltanski, Chiapello, 1999) en réponse au renouveau de la critique du capitalisme, notamment de la mondialisation libérale, de ces dernières années. Il témoigne du souci du projet d'un développement économique du Nord qui ne serait pas associé à une exploitation des pays du Sud, la différence entre le prix d'achat local de la marchandise et le prix de vente en pays riche n'étant plus intégralement empochée par les intermédiaires du Nord mais pour partie investie ou redistribuée sur place. La mondialisation pourrait être profiter à tous, tel est le compromis que tentent de forger les entrepreneurs équitables, amendant les processus capitalistes sous le coup d'une préoccupation de justice, même s'ils risquent par le même geste de renforcer la légitimité de l'économie de marché en montrant que, sous contrainte, elle peut être orientée vers le bien commun.

Pour autant, si la visée d'un bien commun est une constante chez tous les acteurs qui s'engagent dans le commerce équitable, les principes de justice qu'ils tentent de faire vivre dans les dispositifs organisationnels diffèrent d'une organisation à l'autre (Diaz Pedregal, 2007). La réalité est celle d'un commerce à plusieurs visages : à la fois solidaire, alternatif, équitable. Divers courants coexistent et cohabitent non sans conflits.

² Cité dans l'article de Simone Tosi de l'Université de Milano –Bicocca, « Political consumerism : evidence from the italian case. »

1.2 La diversité des Organisations du Commerce Equitable (OCE)

Si toutes les OCE s'accordent sur le fait qu'il faille « changer les choses », certaines veulent proposer une réelle alternative au commerce conventionnel et changer l'ordre économique mondial actuel, quand d'autres veulent dirons-nous plus timidement humaniser les échanges marchands. De ces objectifs différents, découlent des stratégies d'actions différentes. Les premières veulent construire comme une économie parallèle, alternative qui puisse concurrencer, voire évincer l'économie néo-libérale contemporaine quand les seconds veulent soigner le mal de l'intérieur et procéder à une réforme. La priorité d'actions des uns est alors la mise en place d'une cohérence interne et de structures fiables qui adhèrent à cette cohérence alors que la priorité d'action des autres est la notoriété du phénomène et son acceptation par tout le système conventionnel.

Différents ordres de priorité s'appliquent aux critères de justice : le besoin guide l'action des uns, l'efficacité guide l'action des autres (Diaz Pedregal, 2007).

C'est ainsi que nous pouvons énumérer les points de divergence par types de pratiques :

- la production : quels sont les producteurs avec lesquels les OCE doivent travailler ? Des « petits » producteurs qui sont vraiment dans le besoin mais ne réussiront pas à faire face à la demande ? ou bien des producteurs déjà organisés et déjà opérationnels ? des producteurs isolés, des petites coopératives ou des grosses coopératives ?
- la transformation : la même problématique de taille et d'organisation ou de potentialités organisationnelles se pose.
- le transport : doit-on prendre en compte les problématiques environnementales dans notre chaîne de valeurs ?
- la distribution : doit-on privilégier un réseau spécialisé de boutiques commerce équitable ou chercher à toucher le plus de monde et passer par la grande surface et les réseaux de distribution classiques ?
- la filière : le producteur est-il le seul à devoir profiter du bénéfice équitable ou toutes les étapes de la filière doivent s'inscrire dans une démarche d'équité ?
- les partenaires commerciaux : le bénéfice équitable est-il réservé aux pays du Sud ? Le commerce équitable Nord/Nord est-il un non-sens ?
- l'OCE : entreprise ou association ? salariés ou bénévoles ?

- la sensibilisation du grand public : parle-t-on à des consommateurs ou à des citoyens ? Cette sensibilisation doit-elle trouver un relais dans l'éducation et l'enseignement ou doit-elle passer par la publicité et le marketing ?
- le plaidoyer auprès pouvoirs publics : a-t-il une importance ? les OCE doivent-elles participer aux forums mondiaux sociaux ?

Ces différents points font l'objet de choix tout aussi différents. Certains ont essayé de mettre de l'ordre dans ces pratiques en trouvant des tendances communes à certains groupes d'acteurs. Nous avons choisi de présenter l'une seulement des nombreuses catégorisations qui ont été conçues (Diaz Pedregal, 2007) avant d'introduire la typologie que nous avons-nous-mêmes développée.

Diaz Pedregal (2007) distingue ainsi deux types d'OCE en fonction de leurs pratiques (choix de certification, lieux de distribution, organisation par exemple) et selon les principes de justice prioritaires mis en avant par leurs membres : les acteurs de la sphère dite de la « spécialisation » accordent un poids plus important au critère du besoin, tandis que les acteurs de la sphère dite de la « labellisation » privilégient le critère d'efficacité³. Ceci est la traduction du tiraillement du commerce équitable entre ses objectifs d'aide au développement et l'utilisation des actes de consommation pour changer le monde.

La « *sphère de la spécialisation* » est présentée comme un modèle révolutionnaire dont l'objectif moral et politique dépasse l'objectif strictement commercial. D'ailleurs ses perspectives de croissance restent limitées. Cette sphère regroupe les boutiques, centrales d'achats et autres acteurs spécialisés dans le commerce équitable comme Artisans du Monde, Minga et Breizh Ha Reizh et puise dans le bénévolat et le militantisme pour fonctionner. Elle favorise des rapports commerciaux basés sur la confiance et les liens personnels. Le choix des producteurs se fait au gré des rencontres et des sollicitations. L'application des critères cherche à être réalisée sur l'ensemble de la filière.

La « *sphère de la labellisation* » est quant à elle présentée comme un modèle réformiste dont l'objectif est de « *trouver les termes de référence adéquats pour standardiser les principes généraux du commerce équitable et les rendre applicables à l'ensemble des structures de profit du marché capitaliste classique* » (Diaz Pedregal, 2007, p.119). Cette sphère regroupe les organismes de « certification » du commerce équitable comme Max Havelaar ainsi que les

³ S'il n'utilise pas les mêmes termes, Lemay (2007) utilise une typologie similaire avec sa distinction « filière intégrée » et « filière certifiée ».

importateurs et distributeurs qui appartiennent ou travaillent en lien avec l'économie dite « conventionnelle » comme Alter Eco. L'approche de la sphère de la labellisation se veut donc rationnelle et efficiente : elle est donc plus standardisée, avant tout professionnelle, destinée aux entités non militantes et à des volumes d'achat plus importants, profitant aux structures déjà solides et productives, délaissant donc les plus petites formations.

« Autrement dit, les « révolutionnaires » soutiennent le commerce équitable en tant qu'initiateur d'un autre commerce, d'un fonctionnement différent des structures collectives, alors que les « réformateurs » considèrent le commerce équitable comme un moyen d'introduire certains changements dans le commerce conventionnel. Tous s'accordent pour « faire changer le système », entendu au sens de « système néolibéral ». Mais contrairement aux adeptes du mouvement révolutionnaire, les partisans du modèle réformiste sont persuadés qu'il est plus facile de changer le système capitaliste de l'intérieur et que les initiatives frontales sont condamnées à rester marginales. » (Diaz Pedregal, 2007, p. 120).

Cette catégorisation nous est apparue toutefois réductrice et incomplète au vu de la multiplicité des pratiques et des différences de prise de position en fonction des secteurs d'activité. Elle ne permet pas de situer certaines OCE qui apparaissent sur la scène du commerce équitable ni d'appréhender certains enjeux réels et fondamentaux des milieux du commerce équitable. En effet, il existe d'autres critères de différenciation entre les OCE qui n'apparaissent pas dans cette typologie comme l'exclusivité donnée aux échanges Nord/Sud et qui sont aussi fondamentaux que le choix du réseau de distribution ou l'utilisation de la labellisation. De plus, certaines OCE qui se réclament plutôt d'une démarche réformiste préfèrent travailler avec des petits producteurs et laisser ainsi de côté le critère d'efficacité : comment alors classer de telles entités ? C'est ainsi que les organisations dont nous avons rencontré les créateurs se distribuent dans un espace de pratiques qui comprend plus d'une dimension.

Nous proposons donc une typologie selon trois axes qui permet de sortir de la vision binaire dans laquelle nous étions jusque là: un axe socio-économique, un axe éducatif et un axe politique. Artisans du Monde présente ses pratiques de commerce équitable selon ces trois axes et ces axes recouvrent assez bien tous les domaines sur lesquels toute pratique peut avoir un impact. Ces trois axes permettent donc de situer toute OCE suivant ses pratiques et donc ses choix.

Les deux pôles de l'axe socio-économique :

- En faveur d'une adaptation de l'ordre économique existant: si l'OCE privilégie les réseaux de la grande distribution et considère Max Havelaar comme un label. Quand l'OCE ne se soucie que du producteur, et définit la problématique du commerce équitable comme relative aux échanges Nord/Sud
- En faveur d'un nouvel ordre économique : si l'OCE développe un réseau spécialisé, se base sur la confiance et dénigre Max Havelaar. Quand l'OCE veut de l'équité tout au long de la filière et considère que cette problématique ne concerne pas que les échanges Nord/Sud mais également Nord/Nord, etc.

Les deux pôles de l'axe éducatif : de la simple information comme outil marketing jusqu'à l'utilisation d'une institution de socialisation

- Absence de transmission et d'échange d'informations (produits/démarche) : cette tendance extrême ne caractérise aucune OCE. Toute OCE apporte au moins un semblant d'informations au consommateur au travers du texte explicatif apposé sur l'emballage de ses produits et ont toutes un site interne qui explicite leur définition du commerce équitable, leurs valeurs et leurs pratiques. Les informations données sont ensuite plus ou moins pertinentes et détaillées.
- Initiatives pour la transmission et l'échange d'informations (produits/démarche) : la pratique la plus poussée est l'intervention dans les établissements scolaires, l'organisation de débats grand public, la conception de jeux éducatifs et de stages de formation des acteurs du commerce équitable, qui complètent les explications sur les emballages et la présence de personnes formées pour échanger et expliquer au consommateur valeurs et pratiques du commerce équitable

Les deux pôles de l'axe Politique :

- Action orientée vers les consommateurs : aucune initiative ni plaidoyer n'est déployé pour sensibiliser les pouvoirs publics ou institutions publiques locales, régionales, nationales ou mondiales et revendiquer le changement économique et social voulu. Seul l'éveil du « consom'acteur » suffit. Pas de discours mobilisateur sur la scène politique.
- Action orientée vers les autorités publiques et privées : participation au Forum Social Mondial, initiatives de sensibilisation des autorités publiques et privées, volonté d'accéder et de se faire entendre dans les lieux de décision et les espaces politiques de référence au niveau de la France et du Monde (puisque'il y a eu déplacement).

2. Méthodes et échantillon

Le mode d'entrée dans cette diversité de projets et choix organisationnels que nous avons choisi est celui du recueil de parcours biographiques d'entrepreneurs dans le commerce équitable.

2.1 Le choix des récits de vie

Le créateur d'entreprise parce qu'il modèle depuis le départ son activité économique et qu'il produit une organisation qui est pour partie une émanation de ses représentations, croyances, convictions, nous a semblé un point d'entrée intéressant dans la nébuleuse du commerce équitable. Si chaque OCE est singulière, c'est aussi parce qu'elle est le produit du projet personnalisé d'un entrepreneur singulier qui marque son organisation en profondeur. Plus que celles d'autres acteurs, ses caractéristiques personnelles impactent la structure.

Nous avons donc fait l'hypothèse que la diversité des OCE reposait donc plus en amont sur les représentations du monde et anticipations du futur des acteurs du commerce équitable, qu'elle pouvait trouver ses origines dans les représentations mentales et sociales de ceux qui portent le mouvement, représentations qui auront été construites tout au long de leur socialisation.

Nous avons donc cherché à « reconstituer des biographies » afin de penser les trajectoires d'engagement avec leurs ruptures et leurs continuités. La démarche peut être un moyen de comprendre les conditions de socialisation qui font les dispositions des leaders. Elle permet toujours de mieux saisir les nuances culturels propres à un mouvement. A priori, tous les acteurs du commerce équitable, qu'on considérera comme « de bonne foi », s'accordent à vouloir changer l'ordre économique actuel parce que ses règles et pratiques conduisent à des inégalités insoutenables et à la destruction des ressources dont auront besoin les générations futures. Les différences proviennent donc, comme dit précédemment, de désaccords sur les moyens et donc sur la stratégie à mener pour parvenir au changement économique, social et environnemental souhaité. Elle renvoie aussi aux visées en termes d'ampleur du changement à atteindre, réforme versus révolution.

Nous avons donc cherché à comprendre les processus de socialisation (Dubar, 2006) qui ont construit les entrepreneurs du mouvement du commerce équitable. Ces processus de socialisation produisent des identités d'acteurs qui ne se réduisent ni à des habitus de classe ni à des schèmes culturels. L'acteur singulier se définit ainsi à la fois par la structure de son action et par l'histoire de sa formation.

On peut alors définir deux axes d'identification d'une personne considérée comme acteur social :

- l'axe synchronique (contexte d'action, définition de situation, espace donné, culturellement marqué) => je suis acteur d'un système déterminé
- l'axe diachronique (trajectoire subjective, interprétation de l'histoire personnelle, socialement construite) => je suis produit d'une trajectoire spécifique

Et une approche sociologique double des identités, qui s'appuie sur :

- une socialisation « relationnelle » des acteurs en interaction dans un contexte d'action : identités « pour autrui », socialisation des activités. L'individu se socialise en intériorisant des valeurs, des normes, des dispositions non seulement du groupe d'origine mais aussi de celui auquel il veut s'intégrer.
- une socialisation « biographique » des acteurs engagés dans une trajectoire sociale : identités « pour soi », socialisation des individus

La méthode retenue dite des récits de vie (Bertaux, 2005), cherche à documenter ces différentes dimensions. Elle consiste en des entretiens narratifs que livrent des interviewés consentants et conscients de participer à un travail de recherche particulier. L'entretien est alors un moment d'interactions entre un chercheur, qui a une volonté objective de connaissance et un interviewé, qui a un souci de communication, de courtoisie et d'utilité. C'est un exercice qui demande aux interviewés de se recentrer sur eux-mêmes, de faire un effort de mémoire et de sélection des éléments à délivrer. La prise de contact doit être des plus propices à l'établissement d'une relation de confiance nécessaire au dévoilement de l'histoire personnelle du sujet, et de s'assurer que tout le champ de l'histoire personnelle est abordée. Il s'agit donc de demander à des personnes de « faire » le récit de leur vie à partir et autour du sujet de recherche.

Commencer l'entretien est une étape-clé dans la méthode des récits de vie. Bertaux (2005) recommande l'utilisation du verbe « raconter » dans la première question. Il faut orienter le

sujet vers un phénomène collectif dont il a eu l'expérience, et éviter qu'il ne se sente directement visé. Le rôle de l'interviewer est d'aider le narrateur à se situer et à évoluer le plus naturellement possible dans son rôle de narrateur. C'est pourquoi la première question que nous avons posée était la suivante : « Pouvez-vous me raconter ce qui vous a poussé à vous engager dans le commerce équitable ? » Notre but était de comprendre les ressorts qui ont menés les entrepreneurs interrogés à un tel engagement dans le commerce équitable. Nous avons fait l'hypothèse que la réponse se trouvait dans les processus de socialisation qui ont construit leurs identités sociales.

J.-M. Chapoulie, cité par Peneff (1990, p. XX) explique que « *si l'on ne peut évidemment faire l'hypothèse que les acteurs sociaux, là comme ailleurs, possèdent une connaissance objective des déterminations auxquelles ils ont été soumis, il faut, par contre, leur reconnaître d'être les seuls à disposer d'une connaissance détaillée des divers ordres de faits qui constituent leur biographie* ». Dès lors l'entretien est bien le seul moyen d'y accéder. Le travail d'analyse permet ensuite de repérer les non-dits, les modifications enjolivées de la réalité, d'analyser la reconstruction verbale pour enfin comprendre la portée sociologique des récits recueillis.

2.2 L'analyse des récits de vie

Le concept de « parcours de vie » a été défini dans un glossaire distribué aux étudiants de l'Université de Genève de la manière suivante : « *Modèle de curriculum construit par la société et proposé aux individus comme principe organisateur du déroulement de leur vie. Système de normes dont découlent d'un côté des rôles d'âge, de l'autre des transitions associées à des âges typiques ; ce système, auquel répond tout un ensemble d'institutions, organise le flux de la vie humaine dans ses continuités (étapes) et dans ses discontinuités (transitions).* » (Cavalli, 2003). Il s'agit d'un parcours de vie institutionnalisé, issu de la « *la manière dont la société – via l'Etat, le système économique etc.- organise la vie humaine en termes de séquence ordonnée de positions* ». Ce parcours de vie institutionnalisé doit être différencié du « parcours de vie individuel » désignant « *les trajectoires idiosyncrasiques et la négociation qu'opère l'individu du modèle du déroulement de sa vie que la société lui propose, voire lui impose* » (ibid.)

Nous avons donc été particulièrement attentives dans l'analyse aux phénomènes de bifurcation dans les biographies des acteurs. Ont-ils bifurqué des parcours de vie auxquels ils étaient promis ? Notre hypothèse est que s'agissant d'acteurs visant un changement social, et participant à la création d'un espace économique nouveau, leur trajectoire contient une part de rupture dans laquelle les socialisations secondaires et les rencontres à l'âge adulte ou lors du choix de carrière ont été déterminantes. Nous avons donc également cherché à comprendre les origines et le contexte de cette rupture quand elle pouvait être identifiée.

Au vu des tensions qui existent dans le milieu du commerce équitable et des deux sphères (spécialisation versus labellisation) qui semblent si bien se détacher, nous avons également fait l'hypothèse que deux figures sociales de dirigeant d'OCE pourraient être révélées. Nous pensons pouvoir caractériser une première figure, typique de la sphère de la spécialisation, qui présenterait un parcours biographique et des caractéristiques sociales et/ou habitus bien spécifiques qui pourrait s'opposer à une seconde figure, typique de la sphère de la labellisation, qui présenterait un parcours biographique, des caractéristiques sociales et un habitus tout autres.

Ce postulat selon lequel le monde du commerce équitable était scindé en deux a été remis en cause par l'étude du terrain. Comme nous l'avons évoqué plus haut, il s'agit bien plutôt d'un espace multidimensionnel. Si ces deux sphères existent et s'opposent, certaines OCE ne peuvent être classées dans aucun des deux groupes. De plus, les divergences au sein même de ces sphères sont loin d'être négligeables si bien que parfois des organisations appartenant formellement à des réseaux différents sont plus proches entre elles que d'une organisation du même réseau, comme le montre la section suivante.

2.3 Notre échantillon

Nous avons interrogé dix entrepreneurs. Cet échantillon couvre des organisations variées appartenant à différents sous-groupes de la nébuleuse du commerce équitable (3 membres de Minga- considéré comme appartenant à la sphère de la spécialisation, 3 membres de la PFCE⁴- considéré comme appartenant à la sphère de la labellisation et 4 « non affiliés »). Les récits de vie ont été recueillis entre le 13 avril et le 24 mai 2007 au cours d'entretiens d'une durée de 1h à 1h30. Le premier contact a été pris par email à la suite de recherches internet ou

⁴ Plateforme Française du Commerce Equitable

de manière directe au cours du Forum National du Commerce Equitable qui s'est déroulé les 27 et 28 avril 2007 à la Cité des Sciences et de l'Industrie. 8 interviews sur 10 ont eu lieu dans les bureaux des OCE. L'échantillon en termes d'organisations de commerce équitable est un groupe de neuf entreprises (de statut S.A.R.L ou S.A.S) et d'une association, toutes créées entre 1998 et 2006. Les interviewés sont tous les dirigeants de ces organisations. Les entretiens ont été enregistrés et intégralement retranscrits.

Les dix acteurs interrogés sont nés dans l'après-68. 8 /10 sont nés dans les années 70. Le plus jeune est né en 1980. L'année de lancement de 9 OCE sur 10 se situe après 2002. Celui qui peut être considéré comme un pionnier au regard du reste de l'échantillon a créé son OCE en 1998, soit 4 années avant le reste de l'échantillon. Toutefois il ne peut être considéré comme appartenant à la génération véritablement pionnière que Lazuech (2006) définit, pour le milieu de l'insertion, comme un ensemble d' « *autodidactes* », qui ont choisi un métier qui n'existait pas encore, ce qui en fait des « *inventeurs d'un secteur nouveau d'activité* ». Rappelons que cette génération pionnière pour le commerce équitable se révèle en France dans les années 1970, à un moment où notre échantillon est à peine né. En 1998, même si le commerce équitable n'a pas la côte qu'il a aujourd'hui, le secteur est déjà formé et des « passeurs » peuvent être trouvés.

C'est donc la nouvelle génération d'entrepreneurs de commerce équitable qui fait l'objet de la présente étude. Elle est une vitrine des changements économiques et sociaux de la société contemporaine. Les clivages entre écoles de pensée, anciennement prépondérants pour une génération empreinte de l'esprit de lutte, sont moins marqués. Dans son étude sur le milieu de l'insertion par l'économique, Lazuech (2006) identifie une figure qu'il nomme les « jeunes professionnels diplômés ». Sans vouloir les confondre, un point commun est toutefois remarquable entre cette figure et le groupe d'interviewés : le processus de rationalisation qu'ils portent en eux. Mais la comparaison s'arrête là : la nouvelle génération de professionnels de l'insertion semble dépourvue de projets porteurs d'innovation sociale alors que la nouvelle génération de professionnels du commerce équitable veut certes professionnaliser le métier mais ne veut pas prendre le chemin de sa banalisation. Ils conçoivent leur action comme un moyen s'infléchir à leur mesure l'ordre économique.

En termes d'échantillon, nous n'avons pu interroger aucun des acteurs caractéristiques de la sphère de la labellisation, ni des acteurs « leaders » de l'une ou l'autre sphère, et un seul

d'acteurs ayant fonctionnement associatif. Toutefois les acteurs interrogés semblent être représentatifs de la jeune génération des entrepreneurs du commerce équitable.

Le tableau 1 présente les dix entrepreneurs et la structure qu'ils ont créée.

	Sexe	Age approx. (1)	Date de création de l'OCE	Siège social de l'OCE (département)	Taille de l'OCE en Chiffre d'affaires et/ou effectif	Secteur d'activités	Membre d'un réseau français de CE ?	Max Havelaar, une démarche pertinente ?	Privilégier les réseaux de distribution classique ?	CE strictement Nord/Sud
Entretien 1	M	30 ans	2002	Marseille (13)	NC	Alimentaire -Epicerie	Minga	non	non	non
Entretien 2	M	29 ans	2004	Paris (75)	313 k€	Textile - Chaussures	non affilié	oui	oui	non
Entretien 3	F	37 ans	2005	Rédéné (29)	153 k€ 1,5 emploi	Textile - Accessoires	non affilié	non	oui mais avec prudence	non
Entretien 4	M	33 ans	2002	Montélimar (26)	2 pers.	Alimentaire	Minga	non	non	non
Entretien 5	M	27 ans*	2006	Marseille (13)	2 pers.	Textile	Minga	non	non	non
Entretien 6	M	35 ans	2006	Clichy (92)	1 pers.	Textile	non affilié	démarche perfectible	oui	non
Entretien 7	M	39 ans*	1998	Chambellay (49)	314 k€ 3,25 emploi	Artisanat	PFCE	plutôt	Rester vigilant	oui
Entretien 8	F	29 ans	2005	Paris (75)	740 k€	Textile	PFCE	ni pour ni contre	oui	non
Entretien 9	M	35 ans*	2005	Antony (92)	4 pers en France + 3 au Brésil	Textile	non affilié	Non évoqué	oui	non
Entretien 10	M	31 ans	2004	Saint-Denis, (93)	500 k€	Alimentaire	PFCE	oui	oui	non

Tableau 1 : Les dix entrepreneurs interviewés

(1) calculé à partir des dates et événements donnés au cours des récits, sauf *

Quelques colonnes méritent une explication complémentaire :

- **Membre d'un réseau français de CE** : d'après l'étude terrain, les OCE semblent s'organiser autour de deux organismes fédérateurs au niveau national, qu'on a appelé « réseaux » : la PFCE et MINGA. D'autres réseaux régionaux existent (par exemple Breizh Ha Reizh) mais la typologie nationale permet d'appréhender le phénomène de manière plus globale.
- **Max Havelaar, une démarche pertinente ?** : la position que peuvent prendre les dirigeants des OCE dans le débat soulevé par Jacquiau (2007) qui remet en cause la qualité de Max Havelaar en tant que label est un élément qui caractérise les pratiques de ces OCE. On se rend compte que Max Havelaar ne fait pas l'unanimité, même pour des membres de la PFCE qui ne prennent pas toujours une position claire. Nous avons codé cette réponse à partir du contenu des entretiens.

- **Privilégier les réseaux de distribution classique** : un autre élément qui caractérise les pratiques des OCE est le type de distribution choisi. Le débat oppose le réseau spécialisé au réseau GMS⁵. Tout comme la problématique du label, ce choix de distribution prend une importance différente selon le secteur d'activités de l'OCE. Nous avons codé cette réponse à partir du contenu des entretiens.
- **CE strictement Nord/Sud** : il est intéressant de montrer l'évolution de la définition du CE pour la nouvelle génération. C'est le plus ancien du milieu qui est le seul à insister pour garder cette idée d'exclusivité donnée aux échanges Nord/Sud, correspondant historiquement à la première forme qu'a prise le CE. La nouvelle génération s'accorde à penser que le nouveau stade du CE est d'intégrer l'équité dans tout lieu d'échange, et donc permettre de penser le CE dans des échanges Nord/Nord par exemple. Nous avons codé cette réponse à partir du contenu des entretiens.

Le croisement des pratiques et des trajectoires de vie fut infructueux quant à la production de parcours typiques par pratique. D'une part, les pratiques sont multiples et il est difficile de catégoriser de manière définitive et cloisonnée les OCE dans un nombre restreint de sous-groupes. D'autre part, les problématiques étant différentes en fonction du secteur d'activité des OCE, une pratique peut être discriminante pour un secteur, et perdre toute force interprétative pour un autre secteur.

3. Les résultats de l'enquête

Les histoires personnelles recueillies ont servi de base à une analyse comparative et compréhensive au service d'une typologie des parcours biographiques des entrepreneurs de commerce équitable, le but était donc de trouver des logiques sociales générales, des parcours de vie typiques par types de pratiques. Au fur et à mesure de la lecture des entretiens, des tableaux de synthèse ont été construits permettant de comparer les discours, les opinions et pratiques des entrepreneurs. On trouve ci-dessous quelques-uns de ces tableaux récapitulatifs. Ils permettent de comparer les éléments apportés par chacun, en notant les similitudes, les récurrences, en mettant en exergue les différences et en isolant les spécificités idiosyncrasiques, tout en essayant de croiser ces résultats avec les pratiques identifiées ou le réseau d'appartenance.

⁵ Grandes et Moyennes Surfaces (i.e. la « grande distribution »)

La famille, l'école, le milieu professionnel

	La famille (PCS des parents)	L'école ⁶	Le milieu professionnel antérieur ⁷
1 MINGA	Professions Intermédiaires	Véçu d'échec scolaire – Brevet de Technicien	3 ans de Petits Boulots
2 Non Affilié	Cadres et Prof.Inter Supérieures	Etudes Supérieures - Université	EC – 6 mois en banque – USA
3 Non Affilié	Artisans, Commerçants et Chefs d'Entr.	Etudes Supérieures – Ecole de Commerce	EC – 6 ans en ingénierie infomatique - USA/France
4 MINGA	Artisans, Commerçants et Chefs d'Entr.	Etudes Supérieures - Université	Pas d'expérience préalable à la création
5 MINGA	Ouvrier/Employée	Etudes Supérieures - Université	2 ans de Petits Boulots EC – INRA
6 Non Affilié	Cadres et Prof.Inter Supérieures	Etudes Supérieures – Ecole de Commerce	EC – 7 ans en cabinet d'audit + 2 ans en agence de communication
7 PFCE	Artisans, Commerçants et Chefs d'Entr.	Etudes Supérieures - Université	ESS – 3 ans développement Bénin
8 PFCE	Cadres et Prof.Inter Supérieures	Etudes Supérieures – Ecole de Commerce	Pas d'expérience préalable à la création
9 Non Affilié	Cadres et Prof.Inter Supérieures	Etudes Supérieures – Ecole de Commerce	ESS – 7 ans en entreprise d'insertion
10 PFCE	Cadres et Prof.Inter Supérieures	Etudes Supérieures – Ecole de Commerce	ESS – 1 an et demi en association sanitaire et sociale EC – 8 mois en start-up + 3 ans en publi-reportages

Tableau 2 : Les instances de socialisation « classiques »

Si nous considérons la « sphère de la spécialisation » comme étant une catégorie pertinente et facile à identifier, des particularités en termes d'institutions de socialisation peuvent être mises en exergue : les entrepreneurs de la sphère de la spécialisation viennent en général de parents de classe moyenne, artisans, commerçants et chefs d'entreprise. Leur parcours scolaire est universitaire ou professionnalisant. Le reste des entrepreneurs ont en général des parents de la catégorie socioprofessionnelle « cadres et professions intellectuelles supérieures » et ont fait des études longues, souvent une école de commerce.

Toutefois, les trajectoires présentent souvent toutes d'importantes singularités, notamment au niveau de l'enchaînement des événements et du calendrier biographique. Ainsi l'entrepreneur 1 (Minga) a une formation agricole et a fait bien moins d'études que les autres ; l'entrepreneur 4 (Minga également) rencontre quant à lui, dans le cadre de sa thèse, une coopérative qu'il est urgent d'aider ; l'entrepreneur 6 (non affilié) prend conscience de son rôle après une dizaine

⁶ Cette catégorie permet d'appréhender le parcours scolaire, et de distinguer pour l'enseignement supérieur les parcours universitaires des parcours en école de commerce
Trois catégories : l'EC (Economie conventionnelle), l'ESS (Economie Sociale et Solidaire) et les Petits Boulots

d'années dans le monde capitaliste ; enfin l'entrepreneur 8 (PFCE) se lance tout de suite à la sortie de l'école de commerce. Au travers de ces exemples, nous comprenons la difficulté d'établir des trajectoires typiques en fonction des sphères d'affiliation.

On constate par ailleurs des points communs : nos entrepreneurs ont souvent une formation commerciale ou économique (à l'université ou en école de commerce). Nous ne rencontrons aucun ingénieur (qui se porterait peut-être sur un entrepreneuriat plus technologique). Une certaine familiarité avec l'entreprise et ses règles, acquise par les études, semble importante pour oser passer à l'acte. Deux entrepreneurs insistent d'ailleurs sur la nécessité d'avoir des compétences certaines. Cet élément peut être relié au sentiment d'être investi d'une mission par rapport au reste de la société qui n'a pas ces compétences-là.

Il semble en revanche que le secteur du premier emploi (Economie conventionnelle ou Economie Sociale et Solidaire) n'ait pas été déterminant dans l'évolution professionnelle. D'autres aspects du parcours biographique repris dans le tableau suivant, comme une sensibilisation par l'expérience aux questions du développement économique des pays du Sud et une certaine familiarité avec l'international semblent plus importants.

	Engagement associatif - Plutôt Faible	Convictions politiques	Rapport à l'International	Expérience des programmes de développement	Vision du monde de l'entreprise et des dirigeants
1 MINGA	Respect de l'environnement + Politique	Extrême gauche	Voyage initiatique	Non	Non évoqué
2 Non Affilié	Social	Pas de convictions politiques car grande déception	Expatriation fam + Cadre scolaire + Exp. profess + Projet DD	Oui par le projet	Professionnalisation du secteur souhaité
3 Non Affilié	Humanitaire et Social	Centre	Cadre Scolaire + Exp. profess + Mission ONG	Oui par sa mission ONG	Démystifier l'entreprise est nécessaire, Exemplarité familiale
4 MINGA	Politique	Extrême gauche	Cadre Scolaire	oui par sa thèse au Pérou	Démystifier l'entreprise est nécessaire Exemplarité familiale
5 MINGA	Respect de l'environnement	Extrême gauche	Cadre Scolaire + Mission ONG	Oui par sa mission ONG	Non évoqué
6 Non Affilié	Social	Social-démocrate	Cadre Scolaire + Exp. profess	Non	Exemplarité Familiale Professionnalisation du secteur souhaité
7 PFCE	Respect de l'environnement	Verts	Cadre Scolaire + Exp. profess + Mission ONG	Oui par son premier job au Bénin	Professionnalisation du secteur souhaité
8 PFCE	Humanitaire	Pas de sensibilité politique	Expatriation fam. + Cadre Scolaire + Mission ONG	oui par ses missions ONG	Exemplarité Familiale Professionnalisation du secteur souhaité
9 Non Affilié	Social + Politique	Adhérent PS	Expatriation fam. + exp. profess	oui par son expatriation	Professionnalisation du secteur souhaité
10 PFCE	Sanitaire et Social	Adhérent PS	Voyage initiatique + exp. profess	Oui par son job en entreprise de publi-reportage	Démystifier l'entreprise est nécessaire Vision de la majorité des patrons positive Professionnalisation du secteur souhaité

Tableau 3 : Convictions, expériences, représentations

Commentaires

- **Engagement associatif – Plutôt faible :** La faiblesse de l'engagement associatif est une tendance générale commune à tous les interviewés : personne ne se décrit comme un militant actif, un bénévole permanent d'une association. Ils sont soit membres mais peu actifs, soit participent ponctuellement à des actions. Il s'agit d'un résultat intéressant car nous nous attendions à des personnes plus engagées dans des associations ou plus militantes.

Description des secteurs où cet engagement associatif s'est concrétisé

- **Convictions politiques :** La déception en la classe politique est une tendance générale commune à tous les interviewés. C'est la toile de fond à partir de laquelle, il faut lire les résultats du tableau.

Définition de la famille politique d'appartenance : la majorité est de gauche mais on note l'importance donnée à l'esprit d'initiative.

Tous les acteurs interrogés sont nés dans les années 1970 et arrivent à l'âge adulte à une époque où, comme l'explique très bien le deuxième entrepreneur, le capitalisme n'a plus de rival et va s'installer partout dans le monde, ayant mis en échec l'alternative communiste. Le vide idéologique est fortement ressenti. Les récits de vie évoquent les changements économiques et sociaux de la société française. Ni la religion (considérée comme un enfermement des esprits), ni la classe politique (décevante, impuissante sur la scène économique internationale et ayant des débats stériles) n'apportent de solution, d'où la recherche d'autres formes d'engagement.

Nous pouvons détailler quelques ressorts spécifiques. Les valeurs de respect et d'intégrité sont bien sûr des valeurs fondatrices de l'identité de l'entrepreneur de commerce équitable. Ces valeurs, sont considérées et énoncées comme « naturelles » par quatre des entrepreneurs. On peut donc considérer qu'elles ont été socialement acquises au sein de la famille. La libre entreprise est une valeur-clé et spécifique, citée par trois entrepreneurs.

Les colonnes intitulées « Rapport à l'International », « Expérience des programmes de développement » et « Vision du monde de l'entreprise et des dirigeants » sont des catégories émergentes de nos entretiens car elles constituent des points communs ou récurrents des différents parcours. Tous les parcours de vie sont en effet marqués par une exposition à l'international et par des connaissances géopolitiques et économiques supérieures à la moyenne. Cet intérêt et cette curiosité dans la compréhension des systèmes économiques sont des éléments clés de la décision d'entreprendre de cette façon.

- **Rapport à l'International** : à quel moment de leur parcours les entrepreneurs ont-ils pris contact avec le reste du monde, comment s'est concrétisée l'ouverture au monde et à la diversité culturelle, dans quelles conditions ?
- **Expérience des programmes de développement** : dans quel cadre s'est effectué le premier contact avec les programmes de développement, qui ont souvent déclenché une

prise de conscience et une remise en cause de ce qui existe, devenant de ce fait le point de départ de l'envie d'agir et de changer les choses ? Ces programmes ont également construit une première connaissance du terrain

- **Vision du monde de l'entreprise et des dirigeants** : l'envie de professionnaliser le milieu est commune à tous les dirigeants interviewés. On peut retrouver ici le « processus de rationalisation » dont parle Lazuech (2006) quand il décrit la figure du « jeune professionnel diplômé » qui caractérise la deuxième génération de cadres du milieu de l'insertion. L'exemplarité donnée par des membres de la famille qui ont été entrepreneurs et ont donc véhiculé une certaine image du monde de l'entreprise et des patrons ressort comme un facteur important dans le lancement par l'interviewé de sa propre activité.

Au niveau des pratiques, tous partagent une forte envie de professionnaliser les milieux du commerce équitable, considérant que le commerce équitable est avant tout une initiative privée d'échanges marchands et qu'il existe une structure dédiée à ce genre d'activités qui est l'entreprise. Selon ce schéma de pensée, il revient aux associations de penser des actions de sensibilisation du grand public et aussi de faire pression sur la classe politique. Les milieux du commerce équitable s'organisent en réseaux pour partager des expériences, échanger et débattre. Si les tensions décrites en première partie sont toujours d'actualité, elles tendent à s'estomper : la présence cette année de Minga au Forum National du Commerce Equitable en témoigne. Tout se passe comme si le militantisme était caractéristique d'une génération passée, comme si les pionniers du commerce équitable très militants étaient peu à peu remplacés par la jeune génération plus consensuelle et réformatrice, y compris dans la sphère dite de la spécialisation.

Les points de rupture

Pour analyser les récits de vie, Bertaux (2005) suggère de reconstituer la structure diachronique des événements biographiques. C'est à partir de la définition de l'événement qu'il énonce que nous avons essayé de définir (selon la méthode compréhensive) l'événement qui avait été décisif ou qui avait influencé le parcours biographique de chaque interviewé. Nous avons donc essayé de définir où se situait la rupture. Les points de rupture peuvent être définis comme « *tout ce qui modifie sensiblement l'un au moins des trois états (physio-psychiques, relations intersubjectives fortes, situation sociale)* ». Un point de rupture

constitue un « événement ; et réciproquement, tout événement dans le parcours biographique modifie l'un au moins des trois états. Tels sont en particulier les actes décisifs du sujet qui visent à transformer l'un de ces trois états, évidemment dans le sens d'une amélioration escomptée. » (Bertaux, 2005, p. 89-90) .

Le tableau 4 rend compte d'une modification ou non intervenue dans l'un des trois états de nos 10 sujets.

Points de ruptures dans					
	Etat des relations intersubjectives fortes et durables	Etat physique et psychique de l'individu	Etat de la situation sociale, du milieu social ou de la structure sociale dans laquelle l'individu évolue	Les Passeurs*	Bifurcation professionnelle
1 MINGA			X	Michel Besson - Minga	non
2 Non Affilié				Tristan Lecomte – Alter Eco	oui
3 Non Affilié			X	Emmanuel Dauphiné - EDEA	oui
4 MINGA			X	Michel Besson - Minga	oui
5 MINGA		x	X	Michel Besson – Minga	oui
6 Non Affilié	X		X	David Giffard – Groupe Alterna	oui
7 PFCE			X	Olivier et Beth d'Hauville – Echope	oui
8 PFCE		x	X	Tristan Lecomte – Alter Eco	non
9 Non Affilié			X	Tristan Lecomte – Alter Eco et Rachel Liu - Ideo	non
10 PFCE	X	x	X	Groupe Alterna	oui

Tableau 4 : Points de rupture

Définitions

- **Etat des relations intersubjectives fortes et durables** : « celles qui s'établissent naturellement entre des personnes reliées entre elles par des relations de parenté, de conjugalité, voire de hiérarchie et celles de l'amour, de la camaraderie ou de l'amitié » (Bertaux, 2005)
- **Etat physique et psychique de l'individu**: sa personnalité, ses forces vives

- **Etat de la situation sociale, du milieu social ou de la structure sociale dans laquelle l'individu évolue** : emploi, ressources, logement, patrimoine, statut familial etc.

Commentaires

- **Les Passeurs** : Negroni (2005) dans un article portant sur les reconversions professionnelles volontaires explique le rôle des autres dans le déclenchement de la reconversion. Elle va alors évoquer cette catégorie de personnes : « les passeurs ». Le passeur « donne les clefs », « fait passer dans l'autre monde ». Il appartient à l'univers du travail dans lequel la personne veut s'insérer et permet grâce à son entremise de concrétiser la bifurcation professionnelle. Nos interviewés ont de manière récurrente fait référence à ces personnes qui leur ont montré que c'était possible, qui leur ont servi d'exemple ou les ont accompagnés et soutenus. C'est un élément important, qui caractérise la nouvelle génération. Les jeunes professionnels instaurent une sorte de parrainage, phénomène pratiqué dans les écoles de commerce par exemple.
- **Bifurcation professionnelle**: pour 70% des acteurs, la création d'une OCE est une véritable bifurcation professionnelle, identifiée comme « *changement d'activité, de secteur ou de profession opéré de manière volontaire* » (Negroni, 2005, p. 313). Il est intéressant de le souligner.

L'analyse des bifurcations mérite une analyse plus approfondie car chacune semble singulière. Nous en offrons une synthèse ci-dessous.

Entretien 1 (MINGA): l'exclusion de l'éducation nationale lui aura permis de reprendre contact avec la nature et rencontrer des camarades qui venaient d'un autre milieu que le milieu citadin. Sa rencontre avec un de ses futurs associés dont les parents sont agriculteurs biologiques lui a permis de prendre conscience des enjeux environnementaux. Il s'intéresse alors à toutes sortes d'alternatives. Au contact de deux de ses deux amis et dans une émulation réciproque, à un moment où tous 3 sont en galère, ils créent une association. C'est là où tout bascule.

Entretien 2 (non affilié): sa conscience historique et sa curiosité pour les problématiques économiques, historiques et sociales de son époque ont créé les conditions d'une prise de conscience des maux du système économique. Une expérience de terrain à travers un projet d'études sur les initiatives de développement durable des grandes entreprises a été très

importante. La rencontre avec Tristan Lecomte et la prise de conscience qu'il est possible de changer vraiment la vie sur le terrain ont été décisives.

Entretien 3 (non affilié): une inspiration familiale de base, une fibre entrepreneuriale, la mission humanitaire de 10 mois en Afrique, les amis étrangers avec lesquels elle a pu découvrir une certaine réalité du monde, sa passion pour les masques africains qui lui fait rencontrer Emmanuel Dauphiné qui tenait une boutique d'artisanat africain issu du commerce équitable, des rencontres indirectes avec Tristan Lecomte qui lui fait connaître le commerce équitable et enfin le déclic de l'idée du sac biologique un jour qu'elle faisait ses courses à l'Épicerie Verte ont été autant de facteurs l'incitant à entreprendre.

Entretien 4 (MINGA): l'influence familiale, une maîtrise au Mexique qui lui fait prendre conscience des problèmes de sous-développement, l'urgence de la situation sur place au Pérou où le gouvernement lui suggère d'aider une coopérative de café désorganisée à renaître de ses cendres alors qu'il est en train de faire sa thèse, une certaine curiosité, et la rencontre de Michel Besson qui lui apporte son soutien au travers d'Andines sont les événements marquants qui jalonnent son parcours.

Entretien 5 (MINGA): la désillusion quant à son échec d'obtention de bourse pour sa thèse qui ruine alors son projet professionnel (devenir chercheur en écologie), la découverte des effets de la colonisation lors de sa mission avec Planète Urgences en Afrique, sa curiosité intellectuelle pour les systèmes géopolitiques et économiques, le hasard d'entendre parler de commerce équitable, et enfin la rencontre avec Michel Besson, le soutien de Minga et le constat qu'il existe des jeunes entrepreneurs qui se sont lancés lui ont permis de concrétiser son idée.

Entretien 6 (non affilié): en 2002, il devient père et prend alors du recul sur toute son expérience professionnelle. Il réfléchit au monde qu'il veut voir naître pour sa fille. Déjà une frustration ressentie dans ses expériences professionnelles dans un monde capitaliste peu éthique avait sonné l'alarme. C'est alors qu'il prend contact avec le groupe SOS et leur propose en tant qu'agence de communication de les conseiller à titre gratuit. Une formation professionnelle en alternance à HEC l'avait mis sur la voie. C'est là qu'il met un premier pied dans le monde du développement durable. Des rencontres dans le monde du commerce équitable lui montrent que c'est possible ; un départ précipité de l'agence de communication crée les circonstances favorables : il se lance dans la création.

Entretien 7 (PFCE): Déçu par les expériences de terrain où il a constaté l'échec des politiques de développement, il voit naître son désir de créer une activité qui ne soit pas de l'assistanat et qui réponde à la situation des populations de l'Ouest africain. Son expérience

induit une intuition que ce n'est pas hors de portée et que le commerce équitable a un fort potentiel de développement. Le soutien des fondateurs d'Echoppe qui valident le projet et la disponibilité au même moment de ses frère et sœur le poussent à concrétiser cette idée.

Entretien 8 (PFCE): une enfance exposée au mélange des cultures, un premier contact avec le monde humanitaire, un cours à McGill au Canada intitulé « stratégie pour un développement durable » qui évoque le commerce équitable, l'émulation des années start-up et l'influence familiale entrepreneuriale, l'envie de se libérer de l'esprit HEC (orienté vers des parcours conventionnels dans l'économie conventionnelle), sa rencontre avec sa future associée et avec Tristan Lecomte qui l'incite à « mettre le pied à l'étrier » sont les moments phares de son parcours.

Entretien 9 (non affilié): les valeurs familiales, le service ville dans une entreprise d'insertion, son expatriation au Brésil et sa théorisation au travers de lectures et études de son expérience dans l'ESS, les rencontres d'Ana au Brésil qui lui a ouvert les portes de ce pays, de Tristan Lecomte qui lui a communiqué ses convictions sur le principe du commerce équitable, de Rachel Liu qui lui a servi d'exemple et de Frédéric Bailly qui lui a permis de concrétiser l'activité et surtout la volonté d'un de ses copains d'investir dans son projet ont été les facteurs marquants de son parcours.

Entretien 10 (PFCE): son expérience dans un secteur nouveau qu'était l'ESS dans le cadre du service civil où il a alors touché du doigt la précarité et la souffrance, le décès de son père et son besoin de changer d'air et de voyager, ses expériences dans le monde du « capitalisme sauvage » et la proposition de revenir travailler dans l'ESS ont marqué son parcours.

A partir du repérage des moments de rupture au cours des parcours biographiques, nous avons pu distinguer trois types de trajectoires :

1) **la trajectoire « école de commerce / service civil dans l'Economie Sociale et Solidaire »**. La structuration des parcours individuels identifiée pour deux entrepreneurs est marquée par une influence macrosociologique : le pouvoir des institutions, ici de l'Etat, au travers de l'obligation du service militaire. L'événement décisif fut une immersion « forcée » dans le secteur de l'économie sociale et solidaire du fait de l'obligation d'accomplir un service militaire. Ces deux acteurs diffèrent néanmoins par la fibre entrepreneuriale, plus marquée chez l'un. Notons que cette trajectoire ne peut être transposée aux parcours de la nouvelle génération, le service militaire obligatoire ayant disparu.

2) **la trajectoire « expériences professionnelles insatisfaisantes et/ou expérience de l'humanitaire et des programmes de développement / envie d'agir ou d'entreprendre »**.

Quatre des entrepreneurs interrogés, à leur retour d'une mission dans des pays en voie de développement plus ou moins longue, se sont posé la question de continuer dans l'humanitaire ou le développement durable. Ces quatre entrepreneurs ont des pratiques toutes différentes : l'un est membre de Minga, deux sont « non affiliés », et un autre fait partie de la PFCE. Un recoupement peut être fait avec le parcours d'un 5ème entrepreneur qui s'appuie sur une expérience professionnelle frustrante et insatisfaisante dans le secteur conventionnel, car pour deux des quatre entrepreneurs de cette catégorie une telle expérience préalable dans les secteurs conventionnels a également précédé leur engagement humanitaire. Cet ensemble de trajectoires est marqué par les limites ressenties des expériences professionnelles dans le secteur conventionnel, la prise de conscience de l'inefficacité des programmes humanitaires et un choc des cultures au contact des sociétés non capitalistes du Sud.

3) **la trajectoire « rencontre d'une coopérative à aider de manière urgente »** qui est bien spécifique et a été identifiée de manière isolée dans l'échantillon. C'est le critère de justice de la « nécessité » évoqué par Diaz Pedregal (2007) qui irrigue cette trajectoire.

Dans la plupart des cas, l'expérience du secteur conventionnel dit capitaliste et la prise de conscience de son inadéquation avec certaines valeurs et représentations du monde de l'entreprise profondément ancrées dans l'esprit de nos entrepreneurs est un élément clé de leurs trajectoires.

Si nous envisageons tous ces parcours de vie sous l'angle de Cavalli (2003) qui définit le parcours de vie comme « *modèle de curriculum construit par la société et proposé aux individus comme principe organisateur du déroulement de leur vie* », pour six trajectoires sur dix, la trajectoire biographique semble organisée en deux temps :

- **une première époque** est régie par la « *manière dont la société – via l'Etat, le système économique etc. – organise la vie humaine en termes de séquence ordonnée de positions* ». Une expérience professionnelle dans le secteur conventionnel suit des études en école de commerce, pouvant être interrompues par le service militaire. Ceux qui connaissent des échecs scolaires se cantonnent aux petits boulots. Ainsi les schémas individuels suivent-ils des schémas classiques.
- **une seconde époque** est ensuite régie par la désobéissance au schéma proposé par la société, par insatisfaction et par retour à des valeurs « postmatérialistes », avec la volonté de redonner sens à sa carrière. Est alors choisie une alternative existante.

Il s'agit donc de se demander dans quelle mesure ce deuxième temps est une variation volontaire individuelle et indépendante, et non une étape institutionnalisée, toujours construite socialement.

4. Conclusion

Si l'exercice qui consistait à croiser des pratiques spécifiques avec des trajectoires de vie n'a pu aboutir à l'élaboration de types de parcours de vie spécifiques par sphère pour reprendre la typologie de Diaz Pedregal (2007), des dynamiques sociales communes à l'ensemble des entrepreneurs d'OCE et des ensembles typiques de trajectoires indépendamment des pratiques ont pu être déterminés.

Nous avons ainsi essayé de révéler des dynamiques communes en déterminant des trajectoires typiques indépendamment des pratiques. Nous pouvons revenir sur les caractéristiques sociales typiques des entrepreneurs de commerce équitable. Les caractéristiques communes à tous les parcours sont tout d'abord un background intellectuel supérieur à la moyenne en économie et géopolitique, qu'il soit construit au cours de la scolarité ou par curiosité personnelle. L'exposition à l'international est aussi déterminante : au sein de la famille, au cours de leurs études, ou lors d'expériences humanitaires ou professionnelles, tous ont été mobiles ou au contact de la diversité culturelle.

Les récits de vie recueillis révèlent aussi des caractéristiques communes marquant les mentalités de leur génération comme l'affranchissement des normes de la religion, le malaise quant au pouvoir politique. Nous pouvons également constater que le parcours de vie est faiblement déterminé par la famille (moins sans doute pour cette génération que pour leurs parents), laquelle a moins de poids dans les décisions prises quant aux parcours biographiques.

Enfin l'exemplarité et le soutien offerts par des entrepreneurs du commerce équitable déjà établis sont essentiels dans la concrétisation de l'entreprise équitable pour les acteurs interrogés. Que ce soit indirectement ou directement, les figures emblématiques, les « leaders » du mouvement constituent des piliers pour le développement du mouvement. Et les lieux de rencontres et de débats (réseau PFCE, MINGA) semblent aussi essentiels à la bonne santé des entreprises de commerce équitable.

Des limites à ce travail de recherche peuvent alors être énoncées. Bien sûr des limites en termes d'échantillon, avec seulement 10 entrepreneurs ne couvrant pas toute la variété du commerce équitable. Les secteurs d'activité des OCE étudiées étant variés et confondus dans l'analyse comparative, l'élaboration de catégories de pratiques a été infructueuse. On peut imaginer en revanche, qu'en se centrant sur un secteur particulier, on pourrait croiser plus facilement des parcours type d'entrepreneurs avec certaines pratiques. Ce présent travail de recherche ne peut donc prétendre participer à l'étude des milieux du commerce équitable dans leur globalité. Il apporte simplement des éléments de compréhension sur les ressorts qui ont mené la jeune génération à entreprendre dans ce secteur.

Bibliographie

- Antoine, E. Besson, M. Lacomme V. Marchand E. Marrey B. M'Bareih, L. Rebourg, P. and C. Tréfousse (2007) Vers un commerce équitable. Paris, Incidences.
- Bertaux, D.(2005). Les récits de vie. Paris, Armand Colin.
- Daviron, Habbard et Vergriette (2002)
- Decaillet, M. (2001). Demain l'économie équitable, Base, outils, projets. Paris, L'Harmattan.
- Desrozières, A and L.Thévenot (2002). Les catégories socio-professionnelles. Paris, La Découverte.
- Diaz Pedregal, V. (2007). Le commerce équitable dans la France contemporaine, Idéologies et pratiques. Paris, Logiques Sociales, L'Harmattan.
- Dubar, C. (2006). La Socialisation. Paris, Armand Colin.
- Jacquiau, C. (2006). Les coulisses du commerce équitable. Mensonges et vérités sur un petit business qui monte. Paris, Mille et une nuits.
- Lazuech, G. (2006). « Les cadres de l'économie sociale et solidaire : un nouvel entrepreneuriat ? ». *Formation Emploi*, N°95, pp.59-74.
- Le Velly, R. (2006). « Le commerce équitable : des échanges contre et dans le marché. » Revue Française de sociologie, 47-2, pp.319-340.
- Le Velly, R. « Le commerce équitable : entre variétés des marchés, figure du marché et forces du marché. »
- Lemay, J-F. (2007) Commerce équitable : vers des chantiers de recherche tournés vers la pratique, Une revue transversale de la littérature. Programme d'appui à la recherche

innovante du Fonds de recherche sur la société et la culture pour les années 2003-2006, réalisé sous l'égide de la Chaire de Coopération Guy-Bernier, la Chaire Économie et Humanisme, le CRISES et la Chaire du Canada en développement des collectivités, a rassemblé des chercheurs de trois pôles universitaires: l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), les Hautes Études Commerciales de Montréal (HEC-Montréal) et l'Université du Québec en Outaouais (UQO)

Lecomte, T. (2005). Le commerce équitable. Paris, Eyrolles Pratique.

Negrone, C. (2005). « La reconversion professionnelle volontaire : d'une bifurcation professionnelle à une bifurcation biographique ». Cahiers Internationaux de Sociologie, Vol. XIX [311-331]

Neveu, E. (2006). Sociologie des mouvements sociaux. Paris, La Découverte.

Peneff, J. (1990). La méthode biographique. Paris, Armand Colin.

Sanséau, P-Y. Les récits de vie comme stratégie d'accès au réel en sciences de gestion : pertinence, positionnement et perspectives d'analyse. Recherches Qualitatives

Trémoulinas, A. (2006). Sociologie des changements sociaux. Paris, La Découverte.

Ressources en ligne :

Bergeron, J-G. and D.Labbé. « Analyser les entretiens sociologiques ». <http://web.upmf-grenoble.fr/cerat/Recherche/PagesPerso/LabbeBergeron.pdf>

Caillat, S. (2005) « Se lancer dans le commerce équitable » ; http://www.animafac.net/article.php3?id_article=1044

Cavalli, S. (2003) « Le parcours de vie, Entre institutionnalisation et individualisation. » http://cig.unige.ch/institution/team/cavalli/staff_sc_avenir_05042003.pdf

Chalon-Dubar , E. Dubar, C. Engrand, S. Feutrie, M. Gadrey, N. and M.C. Vermelle. « Le salarié confronté à l'offre de formation, Trajectoire personnelle, identité professionnelle, et logique d'entreprise. » http://travail.gouv.fr/publications/Revue_Travail-et-Emploi/pdf/44_3069.pdf

Delaporte, I. (2003) « Solidarité : « l'occasion d'une prise de conscience collective » ». Les archives intégrales de l'humanité ; <http://www.humanite.fr/journal/2003-05-03/2003-05-03-371326>

Diaz Pedregal, V. (2006) « Le commerce équitable, un des maillons du développement durable? » Dossier 5 : Économie plurielle, responsabilité sociétale et développement durable ; <http://developpementdurable.revues.org/document1644.html>



Etat d'urgence planétaire,

http://www.etudiantsetdeveloppement.org/ED/IMG/pdf/Fiche__CommerceEquitable.pdf

Ipsos Corporate Strategies. « Le commerce équitable, Une étude pour le Public System

Octobre 2000 » <http://www.altereco.com/PDF/sondage%20IPSOS%20oct%202000.pdf>

Lévesque, B. (2004) « Un nouveau paradigme de gouvernance : la relation autorité publique-

marchésociété civile pour la cohésion sociale », Cahier du CRISES, Collection Études théoriques – no ET0422 , <http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/ET0422.pdf>

Mano a mano. Interviews d'acteurs du commerce équitable ;

http://www.manoamano.asso.fr/commerce-equitable/interv_max.htm

Redfern, A. and P. Snedker (2002). “Creating Market Opportunities for Small Enterprises:

Experiences of the Fair Trade Movement”. SEED Working Paper N°30. International Labour Organization. Suisse. <http://www.ilo.org/dyn/empent/docs/F1057768373/WP30-2002.pdf>

Ribadeau Dumas, L. (2006) « Le boom du commerce équitable ». Dossier France 2.fr

<http://info.france2.fr/dossiers/france/5502784-fr.php>

Vivre le travail autrement, entretien avec Dominique Meda,

http://www.diplomatie.gouv.fr/label_france/france/DOSSIER/2000/06travail.html

Yilmaz, M. (2005). Le commerce équitable. Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. Société Civile et Mouvements Sociaux. Document du programme n°20. Suisse.

[http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/httpNetITFramePDF?ReadForm&parentid=B10073E27D46B0BEC12571230031FA61&parentdoctype=paper&netitpath=80256B3C005BCCF9/\(httpAuxPages\)/B10073E27D46B0BEC12571230031FA61/\\$file/Yilmaz.pdf](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/httpNetITFramePDF?ReadForm&parentid=B10073E27D46B0BEC12571230031FA61&parentdoctype=paper&netitpath=80256B3C005BCCF9/(httpAuxPages)/B10073E27D46B0BEC12571230031FA61/$file/Yilmaz.pdf)